

LA SECONDE
GUERRE MONDIALE
VUE D'AILLEURS

SOUS LA DIRECTION
DE CLAUDE QUÉTEL

LA SECONDE
GUERRE MONDIALE
VUE D'AILLEURS

BUCHET • CHASTEL

© Buchet/Chastel, Libella, Paris, 2022
ISBN : 978-2-283-03427-9

INTRODUCTION

En France, nous avons été longtemps prisonniers d'une vision étroitement nationale de la Seconde Guerre mondiale : un pays en proie au pacifisme et aveugle à la montée de l'hitlérisme, son entrée dans la guerre à reculons, suivie de huit mois et sept jours sans combattre (« la drôle de guerre »), un gouvernement lui-même divisé entre « bellicistes » minoritaires et attentistes majoritaires ; la défaite de mai-juin 1940 et l'armistice ouvrant la porte de la collaboration avec l'Allemagne nazie ; la France des années noires, de Vichy, de la rafle du Vél'd'Hiv mais aussi celle de la Résistance et du général de Gaulle. D'une certaine façon, cette Seconde Guerre mondiale se terminait, sitôt après le débarquement en Normandie, par l'image du général de Gaulle descendant les Champs-Élysées le 26 août 1944. Il s'en fallait pourtant de neuf mois encore avant la capitulation allemande, le 8 mai 1945, mais c'était vite expédié, tout comme le rôle pourtant fondamental des Alliés.

À vrai dire, tout comme ces derniers faisaient l'Histoire (du côté occidental), ils l'écrivaient déjà. Vue de l'Angleterre invaincue, la guerre n'est déjà plus la même. Les traductions des historiens britanniques (Liddell Hart, Keegan, Kershaw, Beevor) tiennent le haut du pavé éditorial mais c'est de Londres qu'ils envisagent le conflit. Les historiens

allemands leur emboîtent résolument le pas depuis Berlin. Et ainsi de suite...

Toutes ces histoires ont le même plan : d'abord la guerre européenne, de septembre 1939 à juin 1941, avec son long prélude « la montée des périls ». L'invasion de la Pologne, la défaite de la France, l'Angleterre seule dans la guerre, le théâtre de la Méditerranée, la conquête de la Yougoslavie et de la Grèce. Puis la guerre devenue mondiale, à partir de l'invasion de l'Union soviétique par le III^e Reich en juin 1941 et de l'entrée en guerre des États-Unis après l'attaque de Pearl Harbor par le Japon impérial en décembre de la même année.

Les succès de l'Axe Rome-Berlin-Tokyo se prolongent jusqu'en janvier 1943, date à laquelle retentit le coup de tonnerre de la défaite allemande à Stalingrad et à laquelle aussi s'inverse le sort des armes dans la bataille de l'Atlantique, la guerre du désert en Afrique du Nord, la bataille de la Méditerranée. Il en va de même dans le Pacifique après le coup d'arrêt à l'avancée japonaise de la bataille de Midway en juin 1942.

La conférence de Casablanca, en janvier 1943, qui fait suite au débarquement anglo-américain en Afrique du Nord, tout comme celle de Téhéran à la fin de la même année, est dans ces récits considérée avec des yeux occidentaux (comme toutes les autres grandes conférences interalliées). Le « Second front » à l'Ouest, réclamé à grands cris par Staline, devient une réalité avec le débarquement en Normandie de 1944, prélude de la reconquête anglaise, américaine et canadienne à partir de la France. Mais qui dit Second front, dit Premier front, celui de l'Est, là où tout s'est joué, là où Hitler a perdu la guerre. Les histoires occidentales ne sauraient occulter cela mais les pages qui lui sont consacrées sous nos latitudes ne souffrent pas d'hyper-trophie (pas plus que dans les histoires soviétiques hier,

INTRODUCTION

russes aujourd'hui, celles évoquant les opérations alliées à l'Ouest).

Des questions surgissent dès lors, rarement sinon jamais posées : l'historiographie soviétique voit-elle la Seconde Guerre mondiale de la même façon que celle de l'Europe de l'Ouest ? Et les historiens russes aujourd'hui ? Et comment le Japon et la Chine de leur côté, ou encore l'Australie, voient-ils la guerre du Pacifique, tout entière considérée généralement des États-Unis, jusqu'à la justification des bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki ?

Certes, « les faits sont têtus » et les dates, les batailles restent les mêmes. Mais le regard et par conséquent le discours ? Comment la Pologne juge-t-elle l'attentisme de ses alliés français (et britanniques) au lendemain de la déclaration de guerre par le régime nazi ? Et comment voit-elle sa « libération » par l'Armée rouge ? Nombreux sont les Polonais qui, aujourd'hui encore, considèrent que pour leur pays la Seconde Guerre mondiale ne s'est pas terminée en 1945 puisque l'occupation soviétique a succédé à l'occupation allemande.

Le Canada français a-t-il marché du même pas que le Canada anglais lors de l'entrée en guerre ? Comment s'explique la neutralité de la république d'Irlande face au Royaume-Uni ? Et la neutralité de la Suède face au III^e Reich ? Que dire de celle, sulfureuse entre toutes, de la Suisse ?

On sait quel fut l'engagement décisif du géant américain dans la guerre mais qu'en était-il exactement de l'opinion publique américaine avant l'attaque de Pearl Harbor, le 7 décembre 1941 ? On nous relate, avec force détails, l'arrivée tonitruante du général Patton sur la côte marocaine lors de l'opération Torch de novembre 1942 – mais le Maroc dans tout cela ? De même, Alexandrie, Le Caire, le canal

de Suez ne nous apparaissent classiquement que comme des objectifs stratégiques dans la bataille de la Méditerranée et dans la guerre du désert – mais l'Égypte ? Voit-elle la même guerre ? Est-elle résolument rangée aux côtés des Britanniques ?

Et que dire de l'Italie, si souvent méprisée du point de vue militaire ? Sa guerre en Afrique ne mérite-t-elle pas d'être reconsidérée ? Quant au Vatican, généralement accusé de complaisance ou à tout le moins de neutralité coupable vis-à-vis de l'Allemagne nazie, ne convient-il pas d'y regarder de plus près ?

Il y a aussi « les questions qui fâchent » : le dramatique épisode de Mers el-Kébir en juillet 1940, la dénazification dans l'Allemagne de l'« année zéro », le génocide des Juifs vu de Moscou, hier et aujourd'hui... Partout présents aujourd'hui encore, les enjeux de mémoire liés à la Seconde Guerre mondiale sont parfois écrasants.

Voilà tout ce que ce livre se propose d'explorer. Chacune de ces interrogations a été confiée à un spécialiste de la question, invité à « décentrer » son regard et le nôtre. C'est une leçon, sinon d'humilité, du moins de prudence, face à l'Histoire en général et en particulier face à sa page la plus dramatique et supposée connue et rebattue. Voici une Seconde Guerre mondiale vue d'ailleurs.

LA GUERRE À REÇULONS

Antoine de Tarlé

Dans un de ses romans les plus célèbres, *Le Complot contre l'Amérique*, Philip Roth imagine que, lors des élections présidentielles de 1940, l'aviateur Charles Lindbergh, connu pour ses sympathies pronazies se fait élire en battant Roosevelt et engage les États-Unis dans une politique de collaboration avec l'Allemagne d'Hitler. Cette uchronie a le mérite de montrer qu'au début de la Seconde Guerre mondiale les États-Unis avaient le choix entre plusieurs options dont aucune ne s'imposait en raison des profondes divisions de l'opinion publique. L'entrée en guerre en décembre 1941 ne résulta pas d'une décision concertée du président et du Congrès mais de l'initiative des pays ennemis : l'attaque de Pearl Harbor par les Japonais et la déclaration de guerre d'Hitler. C'est ainsi qu'une agression extérieure mit un terme à une situation ambiguë, reflet d'une nation mal remise de la grande crise de 1929.

De septembre 1939 à la fin de 1941, deux camps s'affrontèrent donc, incarnés par les deux hommes les plus populaires des États-Unis, Franklin Roosevelt et Charles Lindbergh. Roosevelt, triomphalement réélu à la présidence en 1936, était l'homme qui avait sauvé le pays de la terrible crise de 1929 en redonnant l'espoir à ses concitoyens. Son prestige était immense et ses adversaires républicains ne parvenaient pas à le menacer de manière crédible.

Jusqu'en 1938, le président s'était peu impliqué dans les affaires étrangères tant il était absorbé par la reconstruction d'un pays dévasté par la dépression. Toutefois, il se situait clairement dans le camp des internationalistes. Pendant la Première Guerre mondiale, il avait soutenu le président Wilson qui l'avait nommé sous-secrétaire d'État à la Marine et depuis 1933 il n'avait jamais dissimulé sa totale hostilité à Hitler et au régime nazi.

Néanmoins, ce fin politique était conscient du rejet par son pays de toute forme d'intervention armée en Europe. La participation des États-Unis au conflit mondial en 1917 avait laissé de mauvais souvenirs : cinquante mille hommes étaient morts en France dans les tranchées et le traité de Versailles avait été si mal défendu par un Wilson malade et en fin de mandat que le Sénat avait refusé de le ratifier, ce qui avait entraîné la non-adhésion du pays à la Société des Nations, pourtant le grand projet de Wilson. Aux yeux de la majorité des Américains, le pays avait été manipulé par les Anglais et les Français pour s'engager dans une guerre européenne qui avait enrichi les banquiers de Wall Street et débouché sur une paix injuste. En 1937 un sondage Gallup montra que 70 % des Américains considéraient que l'entrée en guerre vingt ans plus tôt avait été une erreur.

Lindbergh était devenu une célébrité mondiale en 1927 quand il fut le premier aviateur à traverser l'Atlantique sans escale avec son appareil le *Spirit of Saint Louis*. Au cours des années suivantes, il bénéficia de son image d'expert de l'aéronautique, un monde nouveau qui faisait rêver le grand public, et devint un héros national pour le public américain. En 1932, il se retrouva à nouveau, et dans des conditions tragiques, au cœur de l'actualité quand son fils âgé de 2 ans fut kidnappé puis retrouvé mort quelques semaines plus tard. Harcelé par les journalistes, il finit par s'installer, à

partir de 1936, avec sa famille, en Angleterre d'abord, sur une île bretonne ensuite.

Ce long séjour en Europe eut un impact décisif sur ses idées politiques. Il en tira une opinion très négative des sociétés anglaise et française, jugées molles et décadentes. En revanche il fut fasciné par l'Allemagne nazie où il se rendit à plusieurs reprises sur l'invitation de Goering. Ce dernier sut le séduire en jouant sur leur fraternité d'aviateurs et en lui faisant découvrir le dynamisme et la puissance des forces aériennes allemandes, la Luftwaffe. Lindbergh en tira la conclusion que l'Allemagne était invincible et qu'en cas de guerre son aviation écraserait les forces britanniques et françaises, et détruirait leurs villes. On sait aujourd'hui qu'à la fin des années 1930 la Luftwaffe était loin de disposer de la force de frappe que lui attribuait la propagande nazie, mais le fait que Goering ait réussi à convaincre du contraire une personnalité aussi influente que Lindbergh constituait un succès incontestable et dont les conséquences sur le débat politique des années suivantes aux États-Unis furent considérables.

Dès le début de l'année 1939, la montée des tensions en Europe commença à alerter le public américain. L'occupation de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne en mars 1939 montra que rien ne pourrait plus arrêter Hitler dans sa volonté de dominer l'Europe. C'est à ce moment-là que Lindbergh rentra en Amérique avec sa famille et que l'aviateur renoua des contacts avec les milieux isolationnistes de son pays.

De son côté Roosevelt était bien conscient de la nécessité pour les États-Unis de suivre de près ce qui se passait sur le vieux continent, tout en ménageant une opinion inquiète mais refusant jusqu'à l'hypothèse d'une intervention extérieure. Le 3 septembre, la France et le Royaume-Uni déclarèrent la guerre à l'Allemagne qui venait d'envahir la Pologne. Ce même jour le président des États-Unis affirma la neutralité

de son pays au cours d'une déclaration radiodiffusée tout en soulignant qu'il ne jugeait pas de la même manière les différents belligérants. Sur le plan des principes, les États-Unis étaient clairement solidaires des démocraties européennes.

Roosevelt souhaitait aller plus loin dans le soutien aux Alliés en modifiant la « Neutrality Act » votée en 1937 par le Congrès qui interdisait toute fourniture de matériel aux pays en guerre. Ce mois de septembre 1939 fut le théâtre de la première bataille en faveur d'une évolution de la stricte neutralité américaine. Le président commença donc à rencontrer les élus et notamment les sénateurs les plus isolationnistes tels que l'influent William Borah pour les convaincre de la nécessité d'adopter le système « cash and carry » permettant aux Alliés de faire leur marché aux États-Unis à condition d'assurer eux-mêmes le transport et de payer immédiatement.

Avant même le vote du Sénat, Lindbergh, de plus en plus convaincu de la supériorité militaire de l'Allemagne et de son bon droit, décida, pour la première fois de sa vie, d'intervenir publiquement. Le 15 septembre, il prit la parole sur les trois réseaux radiophoniques nationaux pour mettre en garde le pays contre une intervention militaire qui coûterait des millions de vies américaines alors que le conflit était la conséquence des erreurs dues au traité de Versailles et qu'il fallait sauvegarder les intérêts de la « race blanche » menacée par les « races africaines et asiatiques » ainsi que par le communisme soviétique. Cette intervention, écoutée par des dizaines de millions d'Américains, fut le point de départ d'un affrontement d'une grande violence entre partisans et adversaires d'un engagement américain. Un deuxième discours le 13 octobre, s'opposant à toute livraison d'armes aux Alliés, conforta sa position de chef de file du camp isolationniste.

Toutefois, Lindbergh était loin de faire l'unanimité. La presse, très influente, était plutôt favorable aux Alliés, et de nombreuses manifestations, notamment dans les grandes villes de la côte Est poussaient dans le même sens. Au Sénat, Roosevelt donna une fois de plus la mesure de son habileté politique. Il ressouda la coalition entre démocrates libéraux du Nord qui étaient foncièrement hostiles au nazisme et démocrates du Sud qui étaient anglophiles et favorables à un renforcement de l'armée. La loi *Cash and Carry*, présentée comme le meilleur instrument d'aide aux Alliés tout en maintenant le pays à l'écart du conflit européen fut adopté par 63 voix contre 30, l'opposition venant essentiellement d'élus de l'Ouest.

Le président était néanmoins conscient que, dans un monde de plus en plus dangereux, son pays, géant économique, était un nain militaire. Les États-Unis disposaient d'une flotte importante et relativement moderne, mais leur armée de terre forte d'à peine deux cent cinquante mille hommes était sous-équipée et incapable de mener une action d'envergure. Leur aviation commençait à peine à se moderniser.

Le corps des officiers était dans son ensemble passablement hostile à l'administration démocrate et très admiratif de l'armée allemande qu'il n'envisageait pas d'affronter. Les militaires étaient donc aussi isolationnistes que la majorité de la population. Toutefois, la situation commença à évoluer grâce à l'arrivée, à la tête de l'armée de terre le 1^{er} septembre 1939, d'un homme d'une envergure exceptionnelle, le général George Marshall. Ce dernier était convaincu de la nécessité impérieuse de doter le pays d'un appareil militaire capable de tenir tête aux grandes puissances européennes, mais Roosevelt et lui se heurtèrent pendant toute la période de la « drôle de guerre » à la mauvaise volonté du Congrès

qui craignait de voir le pays s'engager dans un engrenage fatal et à terme à une réédition de 1917.

L'offensive allemande de mai-juin 1940 changea radicalement la donne. En deux mois Hitler envahit les Pays-Bas, la Belgique et la France alors qu'il avait déjà occupé la Norvège et le Danemark. Le Royaume-Uni se trouvait complètement isolé et menacé à son tour d'une invasion qui donnerait à l'Allemagne le contrôle de l'ensemble du continent européen.

Roosevelt ne perdit pas un instant pour agir. Lui-même, Marshall et son administration évoquèrent avec insistance le risque d'une intervention militaire allemande à partir de l'Amérique du Sud où les nazis bénéficiaient de nombreux soutiens. Dans ce cas la barrière de l'océan ne comptait plus et il y avait un risque que le canal de Panama passât sous contrôle ennemi. Ces craintes étaient évidemment très exagérées et ne reposaient sur aucun élément concret mais elles produisirent leur effet. Le 16 mai, le président prit la parole devant les deux Chambres et formula une série de demandes budgétaires pour augmenter les effectifs de l'armée de terre, renforcer la flotte et produire cinquante mille avions par an. Le Congrès acclama son intervention et lui accorda beaucoup plus que ce qu'il avait demandé soit 17,8 milliards de dollars de crédits, une somme colossale que l'administration eut du mal à dépenser rapidement en raison de la faiblesse des industries d'armement. Celles-ci ne fonctionnèrent à plein régime qu'à partir de 1942. Comme le rappela Marshall après la guerre, le pays perdit une année précieuse en refusant de réarmer dès 1939.

L'été 1940 marqua un tournant décisif dans l'évolution de l'opinion publique et des rapports de force politiques. L'entrée de l'armée allemande dans Paris, le 14 juin, constitua un choc majeur largement répercuté par la presse. Désormais, le Royaume-Uni restait le seul rempart contre

la domination nazie comme Churchill, le nouveau Premier ministre, ne cessait de le rappeler. Celui-ci avait bien compris que son pays ne pourrait survivre que s'il bénéficiait du soutien massif des États-Unis. Le 15 juin, il adressa un message pathétique à Roosevelt. Il insista sur le fait que, dans le cas où la lutte contre le nazisme semblerait perdue, son gouvernement pourrait être balayé et remplacé par une équipe prête à capituler. Les États-Unis se retrouveraient alors seuls face à un empire européen foncièrement hostile et dominant les océans. Il était donc urgent pour les Américains de fournir aux Britanniques armes, avions et destroyers dont ils avaient un besoin vital.

Roosevelt était bien conscient de la nécessité d'aider le Royaume-Uni mais ses moyens étaient limités. Marshall et l'état-major considéraient que l'armée, en pleine reconstruction, ne pouvait se permettre de se séparer d'armements encore trop rares. Quant à la marine, elle était soucieuse de maintenir une présence forte dans le Pacifique pour faire face à une menace japonaise de plus en plus manifeste. Il n'était donc pas question de se séparer de navires trop peu nombreux pour dominer les océans Atlantique et Pacifique. Les défis géopolitiques devenaient de plus en plus complexes pour un pays qui s'était cru à l'abri des conflits européens et asiatiques.

En revanche, l'opinion, au cours de ces mois décisifs, ne cessa d'évoluer dans un sens favorable aux vœux de Churchill. Celui-ci y contribua de manière efficace en envoyant à New York un de ses proches, l'homme d'affaires canadien William Stephenson. Sa mission, ambitieuse, consistait à mettre en place un réseau de collecte d'informations et d'influence en faveur de la cause alliée. En quelques mois et avec une remarquable efficacité Stephenson monta une organisation, la British Security Coordination, BSC, basée à New York et employant un millier de personnes.

Il sut gagner la confiance du président et de Hoover, le tout-puissant patron du FBI. Son principal objectif était d'espionner et de mettre en cause les services des ambassades ennemies, allemande, italienne et aussi celle de la France de Vichy.

Les activités de BSC produisirent d'autant plus d'effets qu'elles coïncidaient avec l'évolution du sentiment populaire. L'opinion n'avait jamais manifesté de sympathie pour le nazisme et les tentatives maladroites de son organisation locale, le German American Bund, en faveur d'Hitler échouèrent totalement. En revanche, l'image du Royaume-Uni ne cessa de s'améliorer dans la mesure où son combat courageux et solitaire suscitait l'admiration du public qui manifesta son sentiment en envoyant à la Maison-Blanche des millions de lettres et de télégrammes. Les sondages reflétèrent cette situation : désormais 70 % de la population était favorable à une aide aux Britanniques mais seulement 10 % soutenaient la possibilité d'une entrée en guerre à leurs côtés. Le camp isolationniste n'avait donc pas encore perdu la bataille.

L'issue majeure de cet affrontement entre partisans et adversaires du soutien aux Britanniques était les élections présidentielles de novembre 1940 qui allaient permettre aux électeurs de trancher cette question vitale. Côté démocrate, Roosevelt décida de rompre avec une tradition qui remontait à George Washington et de solliciter un troisième mandat en invoquant la nécessité de maintenir la continuité du pouvoir en ces temps de crise majeure pour la nation. Ce choix risqué garantissait la perpétuation d'une politique favorable au Royaume-Uni, mais obligeait le candidat à faire preuve d'une certaine prudence pour ne pas s'aliéner des électeurs encore indécis, notamment dans l'Ouest. C'est sans doute ce qui explique les hésitations du président face à la demande de Churchill, appuyée par

un groupe influent d'interventionnistes new-yorkais, de prêter cinquante destroyers construits au moment de la Première Guerre mondiale et gardés depuis en réserve. La flotte britannique avait subi des pertes importantes et elle avait besoin du maximum de moyens pour accompagner les convois transatlantiques attaqués en permanence par les sous-marins allemands. L'apport de ces destroyers revêtait donc une importance vitale pour l'île assiégée.

Après de multiples tergiversations, la Maison-Blanche proposa finalement de troquer les vaisseaux contre l'octroi de bases situées notamment dans les Antilles britanniques. Churchill n'avait pas d'autre choix que d'accepter le marché. La presse américaine approuva cette opération conclue le 3 septembre 1940, qui permettait à l'Amérique de renforcer son périmètre de sécurité.

Contrairement aux vœux de nombreux dirigeants républicains hostiles à toute forme d'accord avec les Britanniques, le candidat à la présidentielle que venait de désigner leur parti, Wendell Willkie, garda le silence sur cette transaction. Il est vrai que la personnalité du candidat républicain présentait un contraste surprenant avec les tendances majoritaires de ce parti ultraconservateur et isolationniste. Willkie, âgé de 48 ans à l'époque, était un industriel qui avait fait fortune dans le secteur de l'énergie. Vivant à New York, il avait séduit, grâce à son charisme et son brio intellectuel, l'establishment républicain de la métropole qui était beaucoup plus ouvert et internationaliste que les élus de l'Amérique profonde. À partir de la fin 1939, banquiers, avocats ou hommes de presse comme Henry Luce, le patron de *Time* et *Life*, décidèrent de pousser sa candidature face aux candidats traditionnels du parti, Thomas Dewey et Robert Taft qui étaient totalement opposés à une intervention extérieure. Willkie, un inconnu sur la scène politique, bénéficia donc d'une campagne de presse intense et entreprit de

parcourir les fiefs républicains, notamment dans le Midwest, pour bâtir sa notoriété et collecter les soutiens des élus.

Quand la convention républicaine se réunit à la fin du mois de juin, ses chances de succès semblaient bien faibles face à Dewey. Néanmoins la crise internationale joua pleinement en sa faveur. La France venait de capituler et la défaite du Royaume-Uni semblait inévitable. Les délégués pensèrent qu'il était préférable de désigner un homme ayant une expérience du monde et ayant bien compris l'ampleur des enjeux. Le 27 juin, il fut désigné à une large majorité.

Cette nomination était une mauvaise nouvelle pour Roosevelt. Willkie partageait beaucoup d'idées du démocrate. Il avait accepté la plupart des réformes du New Deal et, surtout, il était un partisan déclaré d'une aide aux Britanniques. On pouvait donc craindre que cet homme jeune et charismatique ne prenne des voix au président usé par huit années d'exercice du pouvoir. Pour la première fois depuis 1932 une victoire républicaine semblait possible.

Roosevelt contre-attaqua par un coup de maître. Pour affaiblir son adversaire, il fit entrer dans son gouvernement, à des postes-clés, deux personnalités républicaines incontestables : Henry Stimson au département de la Guerre et Frank Knox à la Marine. Il avait d'autant plus besoin de ces nouveaux alliés qu'il s'engagea sur un projet à haut risque mais qui semblait inévitable : l'introduction du service militaire obligatoire, le *draft*, seul moyen d'étoffer de manière importante les effectifs de l'armée et de la marine.

Pour les adversaires du *draft*, celui-ci signifiait l'implication irréversible du pays dans ce qui était un conflit mondial et, à terme, l'envoi des « boys » sur le continent européen. Au Congrès, de nombreux élus y étaient totalement opposés. Le débat sur la conscription occupa les Chambres pendant une partie de l'été. En dépit de la violente opposition des élus isolationnistes, la loi qui était approuvée par près des deux

tiers des Américains fut adoptée le 14 septembre. Il était désormais possible de recruter par tirage au sort et pour un service d'un an un million de jeunes Américains – ce qui rendait enfin crédible la constitution d'une armée de taille respectable.

Le 5 novembre, Roosevelt, après une campagne acharnée, l'emporta par 27 millions de voix contre 23 pour Willkie. C'était un score médiocre par rapport aux scrutins triomphaux de 1932 et 1936, mais le président avait maintenant les mains libres pour franchir une nouvelle étape dans l'abandon progressif d'une neutralité qui était de moins en moins crédible tant l'opinion, les médias et la majorité de la classe politique penchaient en faveur de Churchill et du peuple britannique accablé par le Blitz, le bombardement sans répit de Londres et des grandes agglomérations. Roosevelt était d'autant plus à l'aise que quelques jours après avoir reconnu sa défaite, Willkie annonça publiquement son soutien à l'action du président. Roosevelt, toujours à l'affût d'un coup politique, le reçut immédiatement à la Maison-Blanche et en fit son représentant spécial avant de l'envoyer à Londres afin de faire le point avec le gouvernement britannique.

Au début de 1941, le paysage politique s'était profondément modifié au regard de l'année précédente. Certes, le courant isolationniste n'avait pas renoncé. Il s'était regroupé au sein d'une nouvelle organisation : America First. Celle-ci, créée au départ par des étudiants de Yale et de Harvard (dont le jeune John Kennedy) avait changé de nature en transférant son siège à Chicago. La grande métropole du Midwest avait toujours considéré avec méfiance les ardeurs internationalistes de l'élite new-yorkaise. Au surplus, le *Chicago Tribune*, le principal quotidien de la ville qui exerçait une énorme influence sur toute la région était dirigé par Robert McCormick, un isolationniste forcené, qui accusait Roosevelt de « ruiner le pays et de saboter volontairement la

démocratie ». Le journal n'hésitait pas à qualifier le président et ses collaborateurs de « gras vieillards, hystériques séniles qui consacraient toute leur énergie à susciter des guerres pour envoyer les jeunes au combat ». McCormick sut mobiliser une grande partie des milieux d'affaires de la ville où vivait une importante population d'origine allemande. America First créa des centaines d'antennes dans toute l'Amérique et convainquit Lindbergh, toujours très populaire, d'être son porte-parole officiel et d'intervenir dans des débats qui faisaient salle comble.

Néanmoins, America First était traversé de courants antagonistes et ses dirigeants ne parvinrent pas à freiner une évolution de ses militants vers des positions extrêmes, de plus en plus éloignées des opinions majoritaires. Si de nombreux citoyens, et notamment des jeunes, peu désireux de servir de chair à canon, restaient hostiles à l'entrée en guerre, l'admiration pour la résistance héroïque des Britanniques était largement partagée. De même, beaucoup d'Américains répugnaient aux insinuations racistes et même franchement antisémites de nombreux animateurs du mouvement. Il était clair qu'au fil des mois America First, loin d'exprimer un sentiment général, devenait la propriété d'une extrême droite obsédée par Roosevelt et très minoritaire dans un pays où l'idéologie nazie n'avait jamais réussi à s'implanter. Il devenait évident que les États-Unis s'engageaient de manière de plus en plus active aux côtés des Britanniques.

Leur pays supportait non seulement un Blitz meurtrier mais était au bord de l'effondrement financier. Il avait mobilisé depuis un an toutes ses ressources pour acheter armes et produits de première nécessité en application de la loi « cash and carry » mais il ne pouvait poursuivre ces importations vitales qu'avec l'aide financière de l'Amérique. En arrivant à New York après un déplacement à Londres, l'ambassadeur

britannique, Lord Lothian, résuma la situation face aux journalistes par une formule brutale : « Eh bien les gars, l'Angleterre est fauchée. Nous avons besoin de votre argent. » Cette formule particulièrement osée fut largement reprise par la presse et complétée par un courrier dramatique de Churchill adressé au président, le 7 décembre 1940.

Roosevelt et son secrétaire au Trésor Morgenthau, conscients que l'on ne pouvait plus attendre, proposèrent au Congrès un dispositif qui allait jouer un rôle déterminant dans la suite de la guerre : la loi « lend lease » (« Prêt-Bail »). En application de ce texte les États-Unis « prêtaient » aux pays alliés et en priorité au Royaume-Uni des quantités illimitées de matériel avec un paiement théoriquement différé. Selon l'expression de Roosevelt, l'Amérique assumait le rôle d'arsenal de la démocratie.

Une telle démarche éloignait de manière encore plus flagrante les États-Unis de leur position de neutralité. Elle suscita la fureur des isolationnistes républicains et démocrates au Congrès. Ils déployèrent des efforts gigantesques pour bloquer l'approbation de la loi, mais ce fut en vain. Les sondages de Gallup montraient que près de 70 % des Américains étaient favorables au « lend lease » qui présentait aussi l'avantage de relancer l'économie et donc de créer des millions d'emplois alors que le chômage, séquelle de la crise de 1929, continuait à sévir. Fidèle à ses convictions, Willkie soutint publiquement le projet ce qui sema le désarroi chez les républicains. Le 9 février 1941, le Congrès adopta le projet de loi par 260 voix contre 165.

Cette évolution de l'engagement américain marquait un tournant de la guerre et rendait encore plus direct l'affrontement entre Roosevelt et Hitler. Toutefois, tout au long de l'année 1941, l'un et l'autre essayèrent d'éviter une entrée en guerre prématurée. Hitler était absorbé par la préparation de l'invasion de l'URSS. Roosevelt ne voulait pas être

entraîné dans un conflit auquel continuait à s'opposer une fraction importante de la population et du Congrès.

Le champ de bataille potentiel entre les deux puissances était l'Atlantique par où passaient les convois qui alimentaient un Royaume-Uni au bord de l'asphyxie. En 1939, le gouvernement américain avait délimité une zone neutralisée de 300 milles au-delà de la côte Est du pays. La flotte américaine y patrouillait pour écarter les sous-marins allemands. Le 25 mars 1941, l'Allemagne, tirant les conséquences de l'adoption du « lend lease », élargit considérablement sa zone de combat en l'étendant jusqu'aux rives du Groenland. Roosevelt réagit à cette provocation le 10 avril en annonçant l'établissement d'une base militaire au Groenland, un territoire qui appartenait au Danemark, pays occupé par l'Allemagne. Désormais les zones américaine et allemande se recouvraient partiellement et les bâtiments de l'US Navy avaient pour rôle d'informer les convois britanniques de la présence éventuelle de sous-marins ennemis. Le chef de la marine allemande, l'amiral Raeder, se vit cependant refuser par Hitler le droit d'attaquer les navires américains présents dans cette zone à un moment où, grâce au « lend lease », le trafic entre les deux puissances anglo-saxonnes ne cessait de s'intensifier. Le Führer ne souhaitait pas ouvrir un conflit avec un nouvel ennemi avant d'en avoir fini avec la Russie.

L'étape suivante de l'engagement américain était logiquement l'accompagnement des convois britanniques par la marine de guerre des États-Unis. Les secrétaires à la Guerre et à la Marine y étaient favorables mais les états-majors, y compris l'entourage de Marshall et de l'amiral Stark, s'y opposaient. De nombreux officiers généraux restaient convaincus de la défaite probable du Royaume-Uni qui accumulait les échecs en Libye et en Grèce, et soulignaient la faiblesse de l'appareil militaire américain.

Beaucoup d'officiers supérieurs restaient séduits par les thèses isolationnistes et demeuraient en contact avec America First et Lindbergh.

Roosevelt prononça le 27 mai un discours radiodiffusé qui fut écouté par les deux tiers de la population et dans lequel il annonçait la mise en place d'un état d'urgence pour une période illimitée et sa volonté d'apporter toute l'aide nécessaire aux Britanniques. Pour un conseiller du président, aux yeux de l'opinion publique ce discours signifiait que « l'entrée en guerre contre l'Allemagne était inévitable et imminente ».

L'intervention du président ne mit pas un terme à la division du pays qui se traduisit, tout au long de l'année, par des affrontements d'une violence croissante entre partisans et adversaires de l'engagement. America First, qui était en perte de vitesse, rebondit en avril quand Lindbergh devint son porte-parole officiel et multiplia les meetings à travers le pays, face à des foules enthousiastes. De leur côté, les promoteurs de l'entrée immédiate en guerre créèrent un nouveau mouvement Fight for Freedom qui bâtit un réseau dense de cercles de débat dans tout le pays. Entre ces deux groupes, les accusations et les menaces furent de plus en plus virulentes au point que Lindbergh bénéficia d'une protection policière, en raison des menaces de mort proférées contre le « traître nazi ».

Britanniques et Allemands observaient avec intérêt cette situation. Le BSC bénéficiait du soutien officieux de la Maison-Blanche, de la sympathie de la presse, et échangeait en permanence des informations avec les collaborateurs de Roosevelt. Les Allemands étaient beaucoup moins efficaces, compte tenu de l'image déplorable du nazisme et de la maladresse de ses agents, même s'il est probable que certains sénateurs et membres du Congrès reçurent de l'argent allemand. Au fil des mois, l'administration durcit

ses positions. Marshall invita ses collaborateurs à cesser de fréquenter l'attaché militaire allemand et en juillet une partie du personnel diplomatique de l'Allemagne fut expulsée pour cause d'espionnage. De toute façon, les nazis avaient définitivement perdu la bataille de l'opinion. Si les deux tiers des Américains restaient hostiles à une entrée en guerre qui entraînerait l'envoi des « boys » en Europe, le même pourcentage était favorable à un soutien inconditionnel aux Britanniques.

Le 22 juin 1941, l'Allemagne nazie entra en guerre contre l'Union soviétique. Désormais, le Royaume-Uni n'était plus l'adversaire unique d'Hitler et Roosevelt indiqua que la Russie pourrait bénéficier du « lend lease ».

L'extension de la guerre rendait encore plus urgente la nécessité de trouver une solution pour la protection des convois qui étaient décimés par les meutes de sous-marins allemands. En juillet, les Américains franchirent une nouvelle étape dans leur engagement en installant une base en Islande, un territoire qui dépendait du Danemark. Cette occupation permit à la marine américaine d'accompagner les convois britanniques au moins jusqu'en Islande à la grande fureur de l'amiral Raeder à qui Hitler continua à interdire de s'attaquer à l'US Navy à un moment où l'offensive contre la Russie atteignait sa phase critique.

Cette situation ne pouvait cependant pas durer dans la mesure où cohabitaient dans les eaux de l'Atlantique Nord trois forces navales antagonistes, britannique et américaine d'un côté, allemande de l'autre. L'incident inévitable survint le 31 octobre quand un sous-marin allemand coula pour la première fois depuis le début des hostilités un destroyer américain, le USS *Reuben James*. Cent quinze marins périrent dans le naufrage.

Roosevelt, à la surprise générale, ne réagit pas à cette provocation mais il fit voter par le Congrès, quelques

semaines plus tard, une nouvelle loi modifiant le « Neutrality Act » pour autoriser l'armement des navires de commerce et la livraison directe de matériel dans les ports britanniques.

La marche vers la guerre connut cependant une accélération décisive pendant le mois de novembre 1941, le Japon jouant un rôle déterminant dans ce processus.

Ce pays avait adopté depuis 1932 une politique de plus en plus agressive. Il avait pris le contrôle de la Mandchourie et, à partir de 1937, avait envahi une partie de la Chine. En 1940, il avait conforté son alliance avec l'Allemagne et profité de la défaite de la France pour faire entrer l'Indochine dans sa sphère d'influence. Il paraissait de plus en plus évident qu'il visait désormais les possessions britanniques et néerlandaises en Asie. Le gouvernement américain considérait cependant que la menace japonaise, bien réelle, n'était pas prioritaire. L'objectif stratégique essentiel était de vaincre l'adversaire nazi et de sauver le Royaume-Uni.

En 1941, le gouvernement américain décida de freiner l'essor de l'impérialisme japonais en lui imposant un embargo sur un certain nombre de produits essentiels et envisagea de bloquer la fourniture de pétrole dont le Japon avait un besoin vital. Pour Tokyo, il apparut que la seule solution pour mettre un terme à ces pressions et se déployer librement en Asie était de frapper l'Amérique avant qu'elle ait eu le temps de se réarmer. Fin novembre, une puissante flotte japonaise partit en secret des îles Kouriles en direction d'Hawaï. Le 7 décembre, la flotte américaine basée à Pearl Harbor fut attaquée par surprise provoquant l'entrée des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale et la disparition immédiate du mouvement isolationniste dont les dirigeants n'eurent d'autre choix que de se rallier publiquement à Roosevelt. Lindbergh lui-même tenta mais sans succès de se faire engager dans l'armée de l'air.

Le président fit immédiatement voter par les deux Chambres la déclaration de guerre au Japon. En revanche, à la grande déception de Churchill, il continua à procrastiner sur une ouverture des hostilités contre l'Allemagne tant il craignait de braquer l'opinion publique. Finalement, Hitler lui rendit un service majeur en prenant la décision, le 11 décembre, de déclarer la guerre aux États-Unis. Désormais, l'Amérique était pleinement engagée dans le conflit mondial et pouvait mobiliser, sans contestation interne, ses vastes moyens industriels et humains au secours de la démocratie.

On s'est beaucoup interrogé sur les raisons des tergiversations de Roosevelt face à un péril nazi dont il mesurait l'ampleur et aux sollicitations pathétiques de Churchill. Le président était parfaitement conscient des réactions ambiguës de l'opinion, surtout avant des élections présidentielles difficiles en novembre 1940. Il voulait éviter à tout prix de se retrouver dans la même situation que Wilson, accusé de s'être engagé de manière irréfléchie dans la Première Guerre mondiale.

Sur le plan idéologique, les Alliés avaient conquis les esprits dès la fin de 1939. Face à une Allemagne nazie totalitaire, pourchassant sans pitié les Juifs et les opposants politiques, le Royaume-Uni incarnait une démocratie respectueuse du pluralisme et des droits de l'homme. Les *comics*, ces bandes dessinées lues par des dizaines de millions d'Américains eurent tôt fait de décrire le combat victorieux de *Captain America* contre Hitler et les ignobles nazis. Hollywood s'engagea avec plus de prudence, mais elle réussit avec le film *Sergeant York* (septembre 1941) à attirer des millions de spectateurs sur l'histoire d'un héros de la Grande Guerre incarné par Gary Cooper, tandis que le film de Charlie Chaplin *Le Dictateur* (mars 1941) fut un

énorme succès commercial. De même, des livres anglais décrivant le combat quotidien du pays comme *Mrs Miniver* se vendirent à plus d'un million d'exemplaires. Dès 1940, les sondages montrèrent qu'une grande majorité des Américains souhaitait que leur pays aidât massivement les Britanniques luttant pour leur survie. Au surplus, la politique de réarmement, qui permit au pays de sortir définitivement de la grande crise, fut vite populaire.

En revanche, et jusqu'à la fin de 1941, l'opinion était beaucoup plus réservée sur une entrée en guerre avec le risque de centaines de milliers de morts de jeunes Américains. Ce n'est pas un hasard si le mouvement America First fut créé par des étudiants. Ceux-ci changèrent d'avis quand ils comprirent que la guerre était inévitable et que leur mouvement passait sous le contrôle des isolationnistes forcenés de Chicago qui haïssaient Roosevelt et les Britanniques.

En définitive, Roosevelt obtint ce qu'il souhaitait : se faire forcer la main par l'ennemi afin d'obtenir le soutien unanime du pays pour une guerre totale contre le nazisme et le Japon.

LA QUESTION DE L'ENGAGEMENT DU CANADA FRANÇAIS

Caroline D'Amours

Le 10 septembre 1939, le Parlement canadien entérine officiellement la décision d'entrer en guerre contre l'Allemagne nazie. Le Premier ministre, William Lyon Mackenzie King, s'était pourtant efforcé d'éviter le conflit à tout prix. Les importantes pertes humaines de la Première Guerre mondiale ainsi que les tensions sociales et politiques engendrées par l'adoption de la conscription lui font en effet craindre le pire pour l'unité entre Canadiens français et Canadiens anglais. Mais Mackenzie King savait également que si le Royaume-Uni entrait en guerre, le Canada ne pourrait s'abstenir de le faire. Ainsi, une semaine après que Londres a déclaré la guerre à l'Allemagne, le Parlement canadien votait presque à l'unanimité l'engagement du pays dans le conflit.

La préservation de l'unité canadienne au mois de septembre 1939 constitue assurément l'une des réalisations les plus remarquables de la carrière politique de Mackenzie King. À cette époque, la Confédération canadienne compte neuf provinces en plus des territoires du Yukon et du Nord-Ouest. La population du pays, soit 11,5 millions d'habitants, n'est pas répartie uniformément sur l'ensemble du territoire. Le Québec et l'Ontario abritent à eux seuls près des deux tiers de la population alors que les provinces de l'Ouest

ne comptent que 3 millions d'habitants et les provinces maritimes 1 million seulement.

La population canadienne se divise également en deux principales communautés linguistiques et culturelles. Le nombre de Canadiens d'origine britannique s'élève alors à 5,7 millions d'individus répartis dans toutes les provinces du pays. Les Canadiens français, les descendants de la population française venue s'établir sur les rives du fleuve Saint-Laurent aux XVII^e et XVIII^e siècles, comptent quant à eux 3,3 millions d'habitants. Si un peu plus de 80 % d'entre eux résident au Québec, ils sont eux aussi installés partout dans le pays. La population canadienne-française est également à très grande majorité catholique, ce qui signifie que l'Église joue un rôle important dans la vie de ses fidèles, principalement au Québec.

Les différences entre les deux communautés linguistiques et culturelles expliquent en partie leurs désaccords sur la participation aux guerres de l'Empire britannique. Depuis la guerre des Boers au tournant du XX^e siècle et pendant la Première Guerre mondiale, l'unité entre Canadiens français et Canadiens anglais avait en effet été fortement ébranlée par les débats entourant la conscription pour le service dit outre-mer. Les impérialistes canadiens anglais défendaient avec enthousiasme la participation canadienne alors que les nationalistes, majoritairement canadiens français, favorisaient plutôt une autonomie vis-à-vis de Londres. L'idée selon laquelle les colonies britanniques pouvaient être considérées comme des réservoirs d'effectifs militaires alors que le Royaume-Uni décidait seul de l'entrée en guerre ou non de l'Empire britannique soulevait l'indignation générale au Québec. Le recours à la conscription pour le service outre-mer en décembre 1917 mena ainsi à une véritable crise nationale, ce qui accentua les tensions entre franco-phones et anglophones.

Il faut comprendre que les Canadiens français se considèrent d'abord et avant tout comme des Canadiens. Depuis la conquête de la Nouvelle-France en 1760 par les Britanniques, la population canadienne française s'est en effet forgé une identité distincte afin de se protéger des velléités assimilatrices britanniques. Dans ces circonstances, les appels à voler au secours du Royaume-Uni au début de la guerre ne rencontrent pas une réponse enthousiaste de leur part.

Les appels pour sauver la France ne donnent pas de meilleurs résultats, bien que les Canadiens français conservent un certain attachement pour la terre de leurs ancêtres. La population considère en général qu'il n'est pas nécessairement de son devoir d'aller mourir pour la France étant donné que celle-ci l'a abandonnée à son sort cent soixante-quinze ans plus tôt. Dans un Québec conservateur et catholique, la capitulation en 1940 de la France républicaine et laïque n'ébranle pas la position des Canadiens français. À l'été 1940, plusieurs d'entre eux voient la « Révolution nationale » du maréchal Pétain comme une occasion de redressement moral pour la France. Cependant, la collaboration de Vichy avec l'Allemagne nuira de plus en plus à l'image de Pétain au Québec, ce qui se traduira progressivement par un soutien plus actif au général de Gaulle. Malgré tout, les Canadiens français considèrent toujours en 1942 qu'ils ne doivent prendre les armes que si leur pays, le Canada, est attaqué.

En 1939, les garanties offertes par Mackenzie King contre l'adoption de la conscription pour le service outre-mer réconcilient la population francophone avec l'idée d'une participation canadienne à ce nouveau conflit. Les Canadiens français demeurent néanmoins farouchement opposés à la conscription pour le service outre-mer jusqu'à la fin du conflit. À la vérité, le soutien pour l'enrôlement volontaire

et l'effort de guerre en général coexiste au Québec avec l'opposition à la conscription. Les Canadiens français restent en effet favorables à l'enrôlement volontaire dans les forces militaires canadiennes et se soumettent généralement assez bien aux différentes mesures pour la victoire des Alliés. La chute de la France au printemps 1940 et, surtout, l'attaque des convois maritimes alliés par des sous-marins allemands dans l'estuaire et le fleuve du Saint-Laurent de 1942 à 1944 conduisent également les Canadiens français à participer de plus en plus activement à l'effort de guerre national.

La contribution généralement enthousiaste du Québec à l'enrôlement militaire, à la production de guerre, aux Obligations de la Victoire et à la Croix-Rouge canadienne constitue un excellent étalon de l'engagement du Canada français pour la victoire contre les forces nazies. En effet, tout au long de la Seconde Guerre mondiale, les Canadiens français décident délibérément et massivement de contribuer à l'effort de guerre national.

Enrôlement militaire

L'attitude des Canadiens français face à la conscription est souvent perçue comme une manifestation de leur supposé antimilitarisme atavique. Pourtant, ils s'enrôlent massivement dans les forces armées canadiennes pendant la Seconde Guerre mondiale. Si l'absence de statistiques sur la langue maternelle croisée avec le statut à l'enrôlement ne permet pas à l'heure actuelle de dénombrer avec précision le nombre de volontaires canadiens français, il est tout de même possible d'estimer la participation des francophones en utilisant les données pour le Québec. Bien sûr, des volontaires québécois sont d'origine anglophone. Mais il faut également considérer que plusieurs francophones

s'enrôlent également dans les provinces de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick, du Manitoba et de la Saskatchewan par exemple.

Au moment de la déclaration de la guerre, l'armée canadienne compte 212 officiers et soldats francophones sur les 4 169 militaires d'active, soit un peu moins de 5 %. Ces derniers font en grande majorité partie de la seule unité francophone de l'armée régulière, le Royal 22^e Régiment. Dans ces circonstances, ils doivent s'entraîner à l'aide de manuels d'instruction en anglais, donnent les commandements en anglais et correspondent avec leurs homologues du reste de l'armée presque uniquement en anglais. Du côté de la milice, l'organisation d'active, si l'on tient compte uniquement des bataillons francophones, ce n'est guère mieux. Sur un total de 40 686 miliciens au Canada, seulement 2 656 d'entre eux font partie des unités de milice francophones. La situation de service dans la marine et l'aviation ne fait que confirmer la condition marginale des Canadiens français dans les forces armées canadiennes. Dans la marine, à peine 5 officiers francophones figurent parmi les effectifs réguliers alors que l'aviation compte seulement 9 officiers francophones et 6 aspirants. La situation dans la marine et l'aviation s'explique par le fait que l'on excluait systématiquement tout unilingue francophone de ces deux organisations pendant l'entre-deux-guerres. Pour qu'un Canadien français puisse y avoir sa place, il devait impérativement parler l'anglais.

La participation limitée des Canadiens français aux forces militaires nationales ne cause toutefois aucun problème au début de la guerre. Si le gouvernement de Mackenzie King s'engage résolument dans la lutte contre l'Allemagne nazie en 1939, il consent seulement à un effort de guerre ciblé. Pour éviter les pertes désastreuses de la Première Guerre mondiale, il limite le contingent canadien à seulement deux divisions d'infanterie canadiennes et concentre les

efforts de recrutement sur l'aviation et la marine. Or, la chute de la France au printemps 1940 change radicalement la donne : d'un simple allié secondaire au début du conflit, le Canada devient alors le principal partenaire du Royaume-Uni. En juin 1940, le Parlement canadien adopte la loi sur la mobilisation des ressources nationales (LMRN) qui permet au gouvernement de recourir à la conscription des Canadiens mais seulement pour défendre le territoire national. Les débats sur la conscription pour le service outre-mer culminent avec la consultation électorale du 27 avril 1942 qui oppose encore une fois Canadiens anglais et Canadiens français. Si l'amendement de la LMRN permet dès lors d'envoyer des conscrits outre-mer, cette disposition n'est appliquée qu'en novembre 1944 lorsque le nombre de volontaires devient insuffisant pour maintenir les effectifs de l'armée canadienne.

Au final, 94 446 Québécois se portent volontaires pour servir dans l'armée de terre canadienne alors que 24 768 et 12 404 d'entre eux s'enrôlent respectivement dans l'aviation et la marine. Il s'agit donc d'un total de 131 618 Québécois qui se portent volontaires pour les trois armes, soit seulement 19 % de la population masculine âgée de 18 à 45 ans du Québec. La disparité avec le Canada anglais, où un peu plus d'un homme sur trois en âge de se battre s'enrôle dans les forces militaires nationales, est flagrante. Comment expliquer une telle situation ?

Il faut répéter que les Canadiens français se considèrent d'abord et avant tout comme des Canadiens. Il faut également considérer les obstacles au recrutement des Canadiens français. De 1939 à 1945, l'organisation militaire canadienne demeure essentiellement unilingue anglophone et, sauf pour les régiments d'infanterie, aucune arme n'est véritablement accueillante pour les francophones. Le manque d'officiers francophones dans l'entre-deux-guerres limite également les

possibilités du recrutement. Le ressentiment des Canadiens français résultant des campagnes de dénigrement à leur endroit freine aussi leur volonté de s'enrôler. De même, la Commission d'information en temps de guerre, l'organisme responsable de communiquer certains renseignements sur le déroulement de la guerre à la population, ne semble pas plus sensible au caractère particulier de la société canadienne française lorsqu'elle fait des appels au patriotisme en utilisant l'Union Jack, le drapeau britannique, ou en se référant à l'Angleterre.

Dans ces circonstances, il semble normal que seulement 19 % de la population masculine âgée de 18 à 45 ans du Québec se portent volontaires pour rejoindre les forces militaires canadiennes. Mais l'attachement au territoire canadien joue également un rôle dans la réponse plus enthousiaste des Canadiens anglais. Les hommes d'origine européenne arrivés récemment au Canada sont en effet plus susceptibles de se porter volontaires pour défendre leur ancienne patrie. Ils forment donc une proportion importante des effectifs de l'armée canadienne. Ainsi, seulement 618 354 des 730 625 soldats canadiens, volontaires et conscrits, sont nés au pays. Lorsque l'on tient compte de ces données, les Canadiens français représentent ainsi 22,6 % des militaires strictement d'origine canadienne. Du reste, ceux qui hésitent à s'enrôler ne se concentrent pas forcément uniquement au Québec. Lorsque l'on scrute les statistiques du recrutement, la proportion modérée d'engagements volontaires à l'extérieur du Québec est frappante. En effet, seulement 32 % des hommes en âge de se battre se portent volontaires dans le reste du Canada. Il faut donc comprendre que le volontariat demeure un phénomène minoritaire au sein des deux communautés linguistiques canadiennes.

Dans le cas du Service féminin de l'armée canadienne (CWAC), 2 215 des 21 624 femmes militaires servant au

sein de cette organisation résident au Québec, soit un peu plus de 10 %. S'il n'était pas possible d'accéder aux statistiques pour le Service féminin de la marine royale du Canada (WRCNS) et le Service féminin de l'Aviation royale canadienne (RCAF (WD)) au moment de rédiger cette contribution, nul doute qu'elles forment une petite minorité des 23 799 membres de ces deux organisations majoritairement unilingues anglaises. En outre, les stéréotypes quant au rôle des femmes et les inquiétudes pour la moralité des recrues féminines dans ces milieux masculins, profondément ancrés au sein de la population francophone, ont nécessairement ralenti le recrutement des Canadiennes françaises pour les trois divisions féminines. De même, la position du Québec contre la conscription n'est probablement pas étrangère à cette situation.

La production de matériel militaire

Dans les premiers mois de la guerre, la production de matériel militaire du Canada demeure assez limitée. À dire vrai, l'économie canadienne d'avant-guerre n'était pas axée sur la fabrication. Le pays ne disposait pas d'industrie lourde et même le secteur automobile bien développé dépendait fortement des moteurs fabriqués aux États-Unis. Des petits chantiers navals étaient également exploités. Ainsi, au début du conflit, le pays ne produit ni canons, ni chars d'assaut, ni avions, ni grands navires. Ce n'est qu'avec la défaite de la France au printemps 1940 qu'il devient un acteur incontournable de l'approvisionnement des Alliés en matériel militaire. Au cours de la guerre, le Canada devient, avec les États-Unis, l'arsenal de la démocratie. En effet, il construit 487 navires de guerre et 391 navires marchands, 50 663 chars d'assaut, 16 418 avions militaires,

815 729 véhicules militaires, 1,5 million de carabines et de mitrailleuses, 72 millions d'obus pour canons et mortiers ainsi que 4,4 milliards de cartouches d'armes légères. Ainsi, la valeur totale de la production de guerre canadienne, sans compter la production agricole, les mines et les forêts, dépasse 9,5 milliards de dollars canadiens.

Le Québec, grâce à son importante concentration d'industries premières, telles que la production de bois et de métal (en particulier l'aluminium nécessaire à la construction des avions et le fer qui sert à celle des navires), et d'industries secondaires telles que les usines (munitions, canons, navires de guerre), profite de l'expansion et de l'intensification de la production industrielle au cours du conflit. En effet, de vieux établissements tels que l'Arsenal fédéral de Québec, les usines Angus de la Canadian Pacific Railway ou l'aluminerie d'Alcan sont agrandis ou reconvertis. De nouvelles manufactures telles que l'établissement aéronautique Canadair ainsi que les usines de munitions Cherrier et Bouchard sont également construites pour les besoins militaires. Ainsi, de 1939 à 1944, la valeur brute des biens manufacturés au Québec passe de 1 à 2,9 milliards de dollars canadiens et le nombre d'employés dans les industries de la province de 220 331 à 424 115. Montréal, la métropole du Québec et du Canada, voit la valeur brute de sa production industrielle et manufacturière passer de 483 millions en 1939 à 1,2 milliard de dollars canadiens en 1944 et son nombre d'employés de 105 315 à 185 708.

Au sommet de sa production industrielle en 1943, le Québec abrite ainsi la seule usine de chars d'assaut du pays, la plus grande fabrique d'aluminium, deux de ses quatre principales usines de canons, trois de ses huit principales usines aéronautiques, une demi-douzaine de chantiers navals, la seule usine de bombes aériennes, presque toutes les manufactures de projectiles de petit calibre, dix fabriques

d'obus et deux de cartouches d'obus, près de la moitié des grandes entreprises d'explosifs et de produits chimiques militaires ainsi que deux des quatre principaux établissements de remplissage des obus et des bombes. La production de la province de Québec ne se limite cependant pas à ces usines. Au final, le Québec aura fourni 40 % de la valeur de production de guerre au pays.

En termes de main-d'œuvre, le Québec emploie 233 466 des 718 689 travailleurs engagés dans les industries de guerre canadiennes en 1944. En utilisant la proportion de travailleurs du Québec engagés dans les différents secteurs de production nationale, il est possible de dresser un tableau éclairé de la part de la production québécoise. Ainsi, le Québec fournit 45 % des employés fabriquant des munitions, 41 % de ceux de l'industrie aéronautique, 30 % de ceux de la construction navale et 29 % des autres secteurs (exploitation forestière, industrie agro-alimentaire, industrie textile, etc.). Quant à elles, les 55 825 Québécoises engagées dans les industries de guerre en 1944 contribuent de manière significative à l'effort industriel national. Ainsi, elles fournissent 42 % des employés féminins des munitions, 30 % de celles de l'industrie aéronautique, 15 % de celles de la construction navale et 31 % de celle des autres secteurs.

Les Obligations de la Victoire

Au cours de la guerre, le gouvernement dépense environ 22 milliards de dollars canadiens pour combattre les forces de l'Axe. Pour financer cet effort de guerre, il lance dès juin 1941 une première campagne d'émission d'Obligations de la Victoire. De février 1942 à novembre 1945, Ottawa organise tous les six mois environ une campagne intensive

grâce à laquelle il réussit à atteindre des objectifs de plus en plus élevés. Au final, un peu plus de 12 milliards de dollars canadiens du budget de guerre sont empruntés aux citoyens canadiens pendant le conflit. L'important succès obtenu au Québec lors des neuf campagnes des Obligations de la Victoire ne laisse guère de doute sur le fait que le gouvernement réussit clairement à persuader les Canadiens français qu'il est de leur devoir d'acheter des obligations pour soutenir l'effort de guerre national.

Pour orchestrer la première campagne en juin 1941, le ministre des Finances crée un comité central à Ottawa chargé de diriger les activités provinciales et locales. Au Québec, le comité provincial est composé de personnalités de premier plan, essentiels à la réussite de l'entreprise. Il en va de même pour les comités régionaux et locaux. D'importantes campagnes publicitaires soutiennent puissamment cet effort. La mobilisation de l'opinion est totale.

Pour le Québec, les objectifs de 160 millions de dollars canadiens des deux premières campagnes des Obligations sont somme toute modestes en comparaison de celles qui suivront. L'ambivalence des Canadiens français face à la guerre en 1939 explique probablement les visées plus modestes de la part d'Ottawa. Alors qu'un Canadien sur treize achète des obligations en juin 1941, la proportion des Québécois s'élève à seulement un sur vingt-deux. Cela dit, au fur et à mesure que la guerre avance, les objectifs ne cessent d'augmenter et les résultats suivent. Les organisateurs de la quatrième campagne (mai 1943) réussissent ainsi à obtenir 68 millions de dollars canadiens de plus que l'objectif fixé, pour un total de près de 361 millions de dollars canadiens alors que lors de la campagne suivante, en novembre 1943, le Québec devient la première province au Canada à dépasser l'objectif qui lui a été assigné. Lors de la neuvième campagne à l'automne 1945, les souscriptions québécoises s'élèvent

à plus de 561 millions de dollars canadiens, soit près de 141 millions de dollars canadiens de plus que l'objectif fixé.

Tout au long du conflit, le succès des campagnes des Obligations de la Victoire est indéniable au Québec. Le nombre d'acheteurs augmente sans cesse, passant de 167 415 lors de la première campagne de 1941 à plus de 720 000 lors de la septième campagne à l'automne 1944. La proportion de souscripteurs passe ainsi de 4,5 % de la population québécoise en 1941 à 20 % pour chacune des campagnes de 1943 à 1945, un ratio similaire à celui du reste du pays avec 25 % de la population canadienne. En excluant les achats effectués par les entreprises, les Québécois achètent des Obligations de la Victoire à hauteur de 1,2 milliard de dollars canadiens (soit 355 dollars canadiens par personne pour la durée de la guerre). Dans le reste du pays, les Canadiens achètent en moyenne 478 dollars canadiens d'Obligations de la Victoire au cours de la même période. Mais à une époque où le salaire annuel moyen québécois oscille autour de 700 dollars canadiens, soit 40 dollars canadiens de moins que le salaire annuel moyen au niveau national, l'investissement financier des Québécois dans l'effort de guerre s'avère remarquable. Au total, le Québec fournit un effort proportionnel à sa population avec l'achat de près de 3,3 milliards de dollars canadiens sur un total de 12,5 milliards de dollars canadiens pour le pays entier.

La Croix-Rouge canadienne

Pendant la Seconde Guerre mondiale, le bénévolat constitue assurément l'une des meilleures façons de montrer son engagement envers l'effort de guerre national. En ce sens, une proportion considérable de la population québécoise répond à l'appel. De toutes les organisations de bienfaisance, la

Croix-Rouge canadienne s'avère probablement l'organisation la plus active dans la province, du fait de son implication dans les différents services pour les civils et pour le personnel des forces armées. Pourtant, l'organisme n'avait pas réussi à obtenir le soutien de la population québécoise lors de la Première Guerre mondiale. Comme le fait remarquer l'historienne Sarah Glassford dans son étude de 2017 sur l'histoire de la Croix-Rouge canadienne, les liens étroits de l'organisation avec son homologue britannique et l'absence de documentation en français expliquent probablement pourquoi les Canadiens français du Québec ne manifestèrent pas d'enthousiasme particulier envers la Croix-Rouge de 1914 à 1918.

Si le personnel de la division du Québec demeure majoritairement anglophone en 1939, l'organisation provinciale tente dès le début de la guerre d'obtenir un plus grand soutien de la part de la population canadienne française. En 1939, le lieutenant-gouverneur du Québec, Sir Eugène Fiset, et le Premier ministre de la province, Adélard Godbout, acceptent respectivement de parrainer et de présider l'organisme. L'année suivante, plusieurs représentants éminents de la communauté francophone intègrent la direction de la division et des comités provinciaux, et nomment des présidents et des vice-présidents appartenant aux deux communautés linguistiques. En 1941, la division publie son premier rapport annuel bilingue depuis sa création en 1896.

À l'instar de ce qui se fait pour les campagnes des Obligations de la Victoire, le comité exécutif de chacune des sections locales mobilise les élites politiques, les notables communautaires et les membres du milieu des affaires. Grâce à ces nombreux appuis, le nombre de sections locales au Québec ne cesse de croître tout au long du conflit, passant de 127 en 1939 à 191 en 1945. La division du

Québec réussit également à recruter un nombre croissant de bénévoles pour permettre la tenue de ses nombreuses activités. Au début du conflit, ce sont 110 000 bénévoles qui participent directement ou indirectement aux multiples activités de la Croix-Rouge. En 1945, la division du Québec compte 350 000 bénévoles parmi ses rangs, ce qui constitue un peu plus de 16 % des membres à l'échelle nationale.

À l'exception de 1941, la Croix-Rouge canadienne organise chaque année une campagne de souscription à l'échelle du pays pour soutenir ses activités du temps de guerre. Encore une fois, les Québécois se montrent généreux pour l'organisation de bienfaisance. Ainsi, bien que les objectifs augmentent d'année en année, la division provinciale réussit non seulement à systématiquement les atteindre, mais également à les dépasser. Par exemple, la collecte de fonds du mois de mars 1945, dont l'objectif était de collecter 2,25 millions de dollars canadiens, récolte 2,58 millions de dollars canadiens, ce qui représente près de trois fois le montant recueilli en novembre 1939. De 1939 à 1945, les Québécois donnent au total près de 12 millions de dollars canadiens à la Croix-Rouge sur les 47 millions collectés à l'échelle nationale.

L'armée de bénévoles et les importantes campagnes de souscription soutiennent les nombreuses activités en faveur de l'effort de guerre national. La préparation de colis à l'attention des prisonniers de guerre demeure probablement l'une des plus importantes contributions de l'organisation. Le personnel du centre d'emballage de LaSalle, près de Montréal, emballe des colis contenant entre autres de la nourriture, des médicaments et des cigarettes. L'utilisation d'une chaîne de montage fonctionnant jour et nuit permet ainsi de produire plus de 7 000 colis par semaine en 1945. Au total, le Québec acheminera à lui seul plus de 3 millions des 16 millions de colis expédiés par l'organisation

canadienne. Parmi bien d'autres, le sergent André Michaud, capturé lors du raid de Dieppe de 1942, soulignera l'importance à la fois matérielle et morale de ces colis.

Le Comité de confection de guerre du Québec fabrique également des bandages, des fournitures médicales et de la literie pour les hôpitaux, des vêtements pour les réfugiés et des vêtements chauds tels que des chapeaux, des gants, des chandails et des chaussettes pour les militaires. Ainsi, de septembre 1939 à avril 1946, la division du Québec produit au total 1,5 million d'articles pour les hôpitaux, 1,1 million de tricots destinés aux combattants, 92 000 fournitures et lainages pour les services auxiliaires féminins (les femmes employées dans les forces armées canadiennes), 1,4 million de vêtements de secours pour les réfugiés, 9 millions de pansements et plus de 16 000 layettes pour les nouveau-nés. À la fin du conflit, les bénévoles de la division du Québec auront préparé plus de 13 millions d'articles, soit un peu plus de 25 % de la contribution du pays.

La collecte de sang constitue une autre responsabilité importante de la Croix-Rouge du Québec en temps de guerre. Les campagnes publicitaires nationales insistent tout au long du conflit sur le besoin urgent et la sécurité des dons de sang. L'organisme établit des cliniques à partir de 1941 dans les principales villes comme Montréal, Québec, Sherbrooke, Sorel ou Trois-Rivières et des unités mobiles dans les régions moins peuplées. L'augmentation du nombre de cliniques et les campagnes publicitaires permettent à la division provinciale de faire passer les dons de sang de 21 919 unités en 1942 à un sommet de 139 653 en 1944, avec un total de près de 300 000 unités pour la durée du conflit. La contribution des Québécois équivaut à près de 13 % de l'effort national de 1939 à 1945.

LA QUESTION DE L'ENGAGEMENT...

Contrairement à l'idée reçue dans la mémoire et l'historiographie canadienne que les Canadiens français n'ont pas payé leur écot à l'effort de guerre, les contributions du Québec en matière d'enrôlements de volontaires, de production de matériel militaire, d'achats des Obligations de la Victoire et du soutien apporté à la Croix-Rouge canadienne sont sans équivoque. Le degré d'adhésion des Canadiens français à l'effort de guerre est à la mesure de l'ensemble de la société.

En définitive, les Canadiens français ont fait le choix délibéré de participer aux initiatives soutenant l'effort de guerre. Bien sûr, les élites et la propagande ont joué un rôle dans cette décision mais, en dernier lieu, les Canadiens français restaient tout de même libres de s'abstenir. Ils ne se sont pas abstenus.

LA BASE ARRIÈRE AUSTRALIENNE

Romain Fathi

« Mes chers compatriotes, il est de mon triste devoir de vous informer officiellement qu'en conséquence de l'obstination de l'Allemagne à envahir la Pologne, la Grande-Bretagne lui a déclaré la guerre et que, de ce fait, l'Australie est elle aussi en guerre. » C'est par ces mots, dans un discours radio-diffusé, que le Premier ministre australien Robert Menzies justifie la déclaration de guerre de son pays à l'Allemagne, le 3 septembre 1939.

Mais que l'on ne s'y trompe pas : constitué d'anciennes colonies britanniques fédérées en 1901, le dominion australien – un État indépendant membre de l'Empire britannique – ne se retrouve pas en guerre du fait de son appartenance à cet empire ou d'une quelconque obligation formelle envers le Royaume-Uni, comme le message du Premier ministre pourrait le laisser penser. L'Australie s'enrôle aux côtés de l'Empire britannique de son propre chef. Les liens avec Londres sont si forts que l'engagement à ses côtés ne fait aucun doute, comme ce fut le cas lors de la Première Guerre mondiale. Outre la dimension filiale et culturelle, l'Australie, isolée et vulnérable face à l'impérialisme nippon croissant des années 1930, est très peu préparée, encore moins équipée, pour la guerre et se retrouve donc dépendante de la présence britannique dans les océans Indien et Pacifique, ainsi que du contrôle

britannique du canal de Suez auquel l'immense majorité du commerce australien est subordonnée. Les intérêts militaires et économiques, s'ils n'avaient pas besoin d'être évoqués par Menzies, constituent cependant des facteurs explicatifs essentiels pour comprendre pourquoi la si lointaine Australie déclare la guerre au III^e Reich à la suite de l'invasion d'un pays, la Pologne, avec lequel elle entretenait alors très peu de relations. L'Australie s'engage donc pour défendre ses intérêts, mais également pour l'Empire et la protection qu'il pourrait offrir alors même que l'armée britannique est encore l'une des plus puissantes du monde.

Entrée en guerre et engagement

Pendant l'entre-deux-guerres, l'Australie n'investit que trop modérément – et trop tard – dans ses capacités de défense. Les forces armées permanentes sont modestes. La flotte, limitée, n'est pas suffisamment moderne. L'aviation militaire manque de pilotes et d'avions. L'industrie de l'armement vivote.

Entre 1939 et 1945, avec un tournant décisif à partir de 1942, la donne change. L'Australie recrute, forme, développe sa flotte, son aviation, sert de base américaine, devient presque autonome dans la production de la plupart des munitions dont ses forces armées ont besoin et exporte massivement ses denrées agricoles vers le Royaume-Uni pour soutenir l'effort de guerre. Comme d'autres dominions de l'Empire britannique, l'Australie se mobilise rapidement et massivement. Il faut garder à l'esprit qu'à l'époque les Australiens se conçoivent comme essentiellement britanniques, sujets de Sa Majesté le roi George VI, dont ils fêtent chaque année l'anniversaire. À l'école, ils apprennent l'histoire du Royaume-Uni. La littérature est britannique, les

sports collectifs aussi. Les rues des villes portent le nom de monarques britanniques et les Australiens sont très attachés à leurs origines anglaises, écossaises, galloises ou irlandaises.

Un peu moins d'un million d'Australiens, sur les sept millions d'âmes que compte alors le pays, contribuent à l'effort de guerre sous les drapeaux, dont près de 558 000 en service actif à l'étranger et 433 000 sur le territoire australien. Ce million inclut les combattants au sein des différents corps (armée de terre, air, marine) mais également les soignants, logisticiens ainsi que des corps de volontaires tel que celui en charge de la défense antiaérienne. Il comprend également plus de 50 000 femmes au sein des différentes armes. L'armée professionnelle et volontaire (Second Australian Imperial Force), forte de 307 000 membres, est épaulée par les Citizen Military Forces développées à partir de milices locales établies lors de la période coloniale, sorte d'armée de réserve dont les rangs de volontaires sont grossis par des conscrits. D'autres Australiens servirent au sein même de la Royal Air Force, grâce à l'Empire Air Training Scheme en particulier.

Le départ massif d'hommes vers les différentes armes entraîne la création, sur le modèle britannique, de l'Australian Women's Land Army : l'armée de terre – au sens littéral – des femmes australiennes, pour remplacer dans les fermes les hommes partis à la guerre. Le programme n'attire que quelques milliers de femmes, ces dernières préférant prendre la direction du marché du travail dans des secteurs offrant de meilleures conditions et rémunérations. Ainsi, près de 200 000 Australiennes rejoignent le marché du travail pendant la Seconde Guerre mondiale.

Enfin, il convient de noter que près de 3 000 Aborigènes servent sous les drapeaux. Le comité de défense national était revenu sur la décision les autorisant à s'engager au tout début du conflit au motif que leur contribution n'était « ni

nécessaire ni désirable », certains Australiens d'ascendance européenne ne souhaitant pas combattre à leurs côtés. Avec le manque d'hommes et de bras puis l'entrée en guerre du Japon, les restrictions imposées sont progressivement et en partie revues, et les Aborigènes sont de nouveau autorisés à combattre, ainsi qu'à rejoindre les corps de travailleurs volontaires ou à s'engager dans des missions de reconnaissance dans le Nord australien. Très peu nombreux, ils sont intégrés dans la plupart des corps déjà mentionnés, tant en active qu'en réserve. Une fois sous l'uniforme, il n'y a pas de ségrégation officielle et nombreux sont ceux qui se considèrent mieux traités que dans leur vie civile. En devenant soldats, les Aborigènes améliorent leurs revenus, accèdent à des droits qui ne leur étaient pas ouverts et pourront même demander une pension d'ancien combattant une fois les combats terminés.

Ces chiffres ne sont pas donnés pour établir un catalogue de l'engagement militaire du pays mais bien pour prendre la mesure, à l'échelle de ce pays faiblement peuplé, du degré de mobilisation générale. Après l'entrée en guerre contre l'Allemagne en 1939, l'Australie entre également en guerre contre l'Italie le 11 juin 1940 puis contre le Japon, le 9 décembre 1941. C'est véritablement cette nouvelle étape – la guerre dans le Pacifique – qui force la nation australienne à s'armer et à se mobiliser contre un empire nippon surpuissant et plus de dix fois plus peuplé.

Théâtres d'opérations

Le premier front australien est d'abord le front intérieur. Avec le National Security Act de 1939, une mesure déjà prise lors du précédent conflit mondial est remise au goût du jour : celle de l'internement des *enemy aliens*, c'est-à-dire des

personnes étrangères ou même naturalisées mais d'origine étrangère qui pourraient représenter un danger pour la sécurité nationale australienne. Si en majorité il s'agit d'hommes, femmes et enfants sont aussi concernés : des Allemands en majorité, des Italiens, Russes, Hongrois et Finlandais, mais également des Japonais souvent transportés depuis d'autres parties de l'Empire. L'Australie n'accepte exclusivement que les immigrants anglo-celtiques ou d'Europe de l'Ouest. Au total, près de quinze mille personnes sont internées en Australie pendant le conflit dans dix-huit camps répartis dans tout le pays. Ces camps sont placés sous le contrôle de l'armée. Les internés y sont traités avec moins de sévérité que le sont les prisonniers de guerre, emprisonnés dans d'autres lieux de détention. Certains camps d'internés civils sont dotés d'une école.

Parmi les internés, on compte près de sept mille personnes naturalisées australiennes mais dont les relations avec leur pays d'origine ont été jugées dangereuses. La guerre, peut-être même à cause de son éloignement géographique dans ses premières années, crée une atmosphère de suspicion envers les personnes d'origine étrangère. Un exemple notoire est l'internement de centaines de Juifs ayant fui l'Allemagne nazie *via* le Royaume-Uni et pourtant internés à leur arrivée en Australie du fait de leur nationalité allemande. Par ailleurs, la politique d'internement engendre parfois des situations ubuesques, avec des pères internés dont les fils sont au front au sein des troupes australiennes. Cependant, du point de vue du gouvernement, elle permet de donner une dimension réelle au conflit et de mobiliser les Australiens contre des ennemis identifiés à portée de main.

C'est en Méditerranée puis en Afrique du Nord et au Moyen-Orient que les combats d'envergure commencent pour les troupes australiennes qui y sont engagées en nombre contre les forces de l'Axe. Elles concourent également, mais

certes modestement, à la défense des îles Britanniques lors de la bataille d'Angleterre. Dès 1940, la Royal Australian Navy épaula la Royal Navy contre les Italiens et quelques divisions australiennes de l'armée de terre s'illustrèrent au combat, à Tobrouk (Libye) en 1941 pour la 6^e division, puis lors de la campagne libano-syrienne à l'été de la même année pour la 7^e division. Quelques revers sont aussi essuyés, en Grèce en 1941 ou à Malte en 1942, contre les forces allemandes et italiennes. Les troupes australiennes sont alors parties prenantes à des opérations britanniques dirigées par Londres aux côtés de troupes venues d'autres dominions. Les deux premières années, c'est donc une guerre « à distance » que les soldats australiens mènent. Les combats se déroulent loin de leur pays bien qu'ils prennent conscience que la menace se rapproche.

Avec l'attaque japonaise de Pearl Harbor le 7 décembre 1941, l'entrée en guerre des États-Unis et la descente infernale de l'armée impériale japonaise sur l'Asie du Sud-Est, la donne change considérablement pour l'Australie. 1942 marque l'intensification du conflit et surtout le rapprochement des bruits de canon. Là commence le second volet de la guerre pour le pays : la guerre dans le Pacifique. Il faut comprendre que depuis le début des années 1920, la stratégie de défense de l'Australie s'articule autour de la Singapore Strategy. Cette dernière compte sur la protection qu'assurerait en cas de guerre une large partie de la flotte britannique qui mouille à Singapour pour contrôler l'océan Indien et une partie du Pacifique. Afin d'appuyer cette flotte, nombreux sont les Australiens postés en Malaisie et à Singapour alors que les troupes japonaises progressent vers le sud, irrésistiblement. Mi-février 1942, celles-ci prennent la base navale britannique et font près de quinze mille prisonniers australiens. La Singapore Strategy est un échec : la Royal Navy est défaite et se retire, laissant l'Australie

dans une situation de vulnérabilité extrême. Quant aux troupes d'active, elles sont toujours pour leur majorité en Méditerranée, en Afrique du Nord, au Moyen-Orient avec de modestes contingents dans le Pacifique. Bien sûr, de nombreuses unités demeurent en Australie mais elles sont insuffisantes tandis que l'aviation et la marine australiennes ne sont pas aussi modernes que celles des Japonais.

Début 1942, le Premier ministre de l'époque, John Curtin, poussé par une certaine panique qui s'empare des Australiens, décide de rapatrier une partie des troupes vers les terrains d'opération du Pacifique pour protéger l'Australie et, immense changement diplomatique pour le dominion, d'appeler les États-Unis à l'aide. Ces deux mesures ne manquent pas de contrarier le Premier ministre britannique, Winston Churchill. Fervent partisan de l'unité et de l'identité impériale, Curtin avait pourtant annoncé à ses concitoyens quelques mois plus tôt dans des termes qui reflètent l'état d'esprit de l'époque : « Nous tiendrons ce pays et le garderons comme citadelle pour la race britannique, comme un lieu où la civilisation persistera. » L'impossible défense de Java face aux percées japonaises incessantes ont raison de sa ferveur. Le 19 février 1942, les Japonais attaquent par les airs la ville australienne de Darwin sur la côte nord de l'île, qu'ils continueront de bombarder par intermittence. Depuis l'époque de la colonisation et des *frontiers wars* menées contre les Aborigènes, c'est la première fois que le territoire australien est frappé par une force étrangère sur son sol.

Des mois d'avancée japonaise, le retrait des Britanniques de Singapour, l'isolement, les revers sur de nombreux fronts font craindre le pire. Les travaillistes au pouvoir suggèrent (à tort, l'histoire le dira) que les libéraux du gouvernement précédent avaient approuvé un plan de défense appelé la Brisbane Line. En cas d'invasion japonaise, les Australiens

devraient se replier dans la moitié sud du pays, abandonnant tout ce qui se trouve au nord de Brisbane. En réalité, des lignes de défense ont été établies autour des centres névralgiques du pays et les Japonais n'ont pas particulièrement souhaité envahir l'Australie alors qu'ils ont à leur disposition des ressources abondantes dans les territoires nouvellement conquis. Les Australiens sont cependant d'autant plus inquiets que l'écrasante majorité d'entre eux vivent dans quelques grands centres urbains (Sydney, Melbourne, Brisbane, Adélaïde), tous situés sur la côte ou accessibles par voie maritime et fluviale.

Au début de l'année 1942, le commandement japonais se penche sur la possibilité d'une invasion de l'Australie, mais cette opération est écartée car elle n'apparaît ni nécessaire ni stratégique. Cela, les Australiens ne le savent pas encore et les services de renseignement alliés acquièrent la certitude que les Japonais ne projettent pas d'attaque d'envergure ou de débarquement en Australie qu'au milieu de l'année 1942. Encore aujourd'hui, un des mythes populaires les plus durables voudrait que l'Australie ait frôlé l'invasion japonaise. Comme l'a montré l'historien Peter Stanley, rien n'est plus erroné, les Japonais n'ayant jamais eu ce projet. Cependant, la peur aura été un acteur majeur dans la militarisation de la société australienne pendant la Seconde Guerre mondiale, car rien n'indiquait fin 1941 ou au tout début de 1942 que les Japonais ne pourraient pas tenter d'envahir l'île. Cette peur a créé les conditions pour un rapprochement significatif, tant militaire que culturel, avec les États-Unis.

L'Amérique à la rescousse

Dès la toute fin décembre 1941, la présence américaine devient cruciale et les troupes australiennes, d'abord placées sous une direction des opérations britannique, passent sous contrôle américain. Le commandement suprême des troupes australiennes dans le Pacifique est mis sous l'autorité du général américain Douglas MacArthur qui, depuis l'Australie où il arrive en mars 1942, coordonne la défense de la South West Pacific Area. Évidemment, l'Australie conserve ses officiers les plus gradés, souvent nés au Royaume-Uni. Plus d'un million de soldats américains stationnent en Australie entre 1942 et 1945 et amorcent la construction d'infrastructures aériennes, ferroviaires et portuaires. D'aucuns ont parlé à ce sujet « d'invasion amicale ». En effet, ce chiffre est impressionnant à l'échelle du pays qui ne compte alors, nous l'avons dit, qu'un peu plus de sept millions d'habitants. L'Australie devient la plus grande base américaine de la région. L'île est utilisée tant pour le repos des troupes que pour leur déploiement, l'armée américaine lançant de multiples contre-attaques contre les Japonais depuis l'Australie.

Les Japonais tentent bien d'isoler l'Australie et son allié américain en voulant prendre Port Moresby en Nouvelle-Guinée et en souhaitant s'assurer le contrôle des îles Salomon et Fidji, mais leur défaite lors de la bataille de la mer de Corail qui fait rage du 4 au 8 mai 1942 les en empêche. En effet, si la bataille aéronavale se solde par de très lourdes pertes matérielles chez les Alliés, elle met un coup d'arrêt à la progression des Japonais vers le sud, et donc vers l'Australie. Les Japonais ne font pas pour autant demi-tour et continuent leurs agressions ciblées qui menacent l'Australie. Dès la fin juillet 1942 par exemple, et pendant plusieurs mois, les

combats font rage sur la piste Kokoda en Nouvelle-Guinée, territoire directement au nord de l'Australie et perçu comme un dernier rempart terrestre. Plusieurs milliers d'Australiens combattent les têtes de pont japonaises dans des combats de jungle nourris par des ravitaillements aériens. La progressive domination aérienne qu'établissent les Américains étouffe finalement les forces japonaises qui se replient dans les îles les plus à l'est de la Nouvelle-Guinée ou elles utilisent leur base de Rabaul, Nouvelle-Bretagne, depuis laquelle elles continuent leurs raids aériens, dans le nord de l'État australien du Queensland, par exemple. Si ces raids demeurent modestes, leur impact psychologique sur la population est important.

MacArthur devient le conseiller militaire principal, et primordial en réalité, du gouvernement australien. Les Australiens ont, depuis la colonisation de 1788, toujours été préoccupés par leur incapacité à défendre seuls leur continent et la politique des *great and powerful friends*, qui consiste à être l'amie de grandes démocraties libérales armées, est toujours d'actualité. L'aide apportée à l'Empire britannique devait garantir en retour le concours de ce dernier en cas d'extrême nécessité, ce qui n'est pas le cas avec l'abandon de la base de Singapour. L'immense puissance américaine est donc très bien accueillie par la population.

On observe cependant quelques frictions avec la population locale, souvent près de bases américaines, alors que les GI reçoivent toutes les attentions des Australiennes. On retiendra également de fameux posters mettant en scène des femmes australiennes peu vêtues au bras de beaux Américains alors que les soldats australiens se battent à l'étranger, ou encore le titre explicite de l'ouvrage de l'Australien John Moore : *Over-sexed, over-paid, & over here : Americans in Australia 1941-1945* – copié-collé des critiques émises par la population

britannique lors du stationnement des troupes américaines au Royaume-Uni avant le débarquement de 1944.

En Australie, la présence américaine change durablement les pratiques de rencontres amoureuses, précédemment très codifiées et modelées sur les pratiques britanniques d'introduction des jeunes gens et des jeunes femmes dans des cadres sociaux déterminés et surveillés. Les pratiques des *dates*, des rendez-vous galants et des soirées dansantes, remuent durablement le paysage culturel australien qui s'enrichit de parfums, rouges à lèvres et bas nylon. Les Américains sont puissants, équipés, nouveaux et bien payés, ce qui provoque non seulement une certaine jalousie de la part des soldats australiens mais également le rapatriement de près de quinze mille épouses de guerre (*war brides*) australiennes vers les États-Unis une fois la guerre finie. En général donc, l'entente aura été plus que cordiale.

Dès la fin 1943, et en accord avec les Américains, les Australiens commencent à réduire leurs forces armées au sein de la South West Pacific Area pour libérer des bras redirigés vers la production de guerre soutenant le Royaume-Uni et les Américains. Plus qu'une base arrière, l'Australie devient un centre de production pour l'effort de guerre allié. En 1944, certains Australiens commencent même à critiquer le rôle militaire jugé trop modeste de l'armée australienne si bien que le gouvernement redéploie des hommes vers les îles Bougainville et Salomon. Les Américains souhaitant reprendre les Philippines seuls, ces déploiements australiens leur conviennent. Par ailleurs, pour l'Australie, se battre jusqu'à la fin, même sur des théâtres d'opérations secondaires, assurerait dans l'esprit de certains un rôle plus important au pays dans le contrôle de la région une fois la guerre finie. Ainsi, en 1945, les Australiens apportent leur soutien aux Américains lors de la campagne de Bornéo, une des dernières campagnes alliées d'envergure de mai à

juillet 1945 avec plusieurs débarquements amphibies qui se soldent par une victoire alliée.

Au total, 27 073 Australiens meurent au combat entre 1939 et 1945, 23 477 ont subi des blessures plus ou moins graves et près de 30 000 ont été faits prisonniers de guerre des Allemands, des Italiens et surtout des Japonais. Parmi les 27 073 morts australiens, on compte près de 8 000 prisonniers de guerre qui sont décédés aux mains des Japonais, ce qui continuera d'alimenter une forme de racisme et de rejet puissant des Japonais plusieurs décennies après la fin de la guerre. Ces chiffres sont très modestes par rapport à d'autres puissances alliées ou occupées, même en proportion de leurs populations. Cela s'explique par le fait qu'une bonne partie des troupes australiennes n'était pas au feu et que le pays est rapidement devenu une base arrière et un centre de production, les deux axes majeurs de l'engagement australien.

Au sortir de la guerre, les prétentions impériales japonaises si décriées par les Australiens depuis plusieurs décennies déjà sont anéanties. L'économie australienne tourne à plein régime et le gouvernement fédéral sort renforcé du conflit. Avec les crises successives provoquées par la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement fédéral de Canberra a accru ses prérogatives grâce à toute une série de lois lui octroyant des responsabilités plus grandes tant en matière militaire qu'industrielle. Comme dans le cas des États-Unis, l'Australie sort de la Seconde Guerre mondiale plus forte qu'elle n'y était entrée.

Sortie de guerre et mémoire du conflit

Pourtant, comme l'a signalé l'historienne Joan Beaumont, la Seconde Guerre mondiale demeure pour l'Australie « la seconde guerre à tous les égards ». Bien que plus importante

stratégiquement pour l'Australie que la Première Guerre mondiale et ayant bien plus mobilisé que cette dernière, la Seconde Guerre mondiale ne bénéficie pas dans ce pays d'un statut mémoriel de premier plan comme c'est le cas en Europe ou aux États-Unis.

Cela s'explique par le fait que, dans l'imaginaire national, la Première Guerre mondiale et le débarquement des Dardanelles du 25 avril 1915 constituent l'acte de naissance de l'Australie contemporaine. Composée d'anciennes colonies britanniques, l'Australie se fédère en 1901, gardant le monarque britannique pour chef d'État et faisant partie intégrante de son empire. À l'époque, cette fédéralisation n'est pas vécue comme un moment historique, seule une guerre d'importance pourrait alors marquer l'entrée de la petite et nouvelle Australie dans le concert des nations. Défaite ou succès (une défaite en l'occurrence à Gallipoli), la population attendait consciemment de célébrer ce premier engagement militaire majeur pour se forger des mythes et des références nationales. La Seconde Guerre mondiale arrive donc une guerre trop tard, le paysage mémoriel et commémoratif étant déjà saturé par l'imaginaire, les mémoriaux, les récits liés à la Première Guerre mondiale. En Australie, la subordination mémorielle de la Seconde Guerre mondiale à la primauté de la Grande Guerre est toujours d'actualité.

Il faut ajouter à cela que la Première Guerre mondiale en Australie permet de dépasser la période coloniale, de reléguer à de l'histoire ancienne le passé pénitentiaire de l'île et les massacres perpétrés contre les Aborigènes. La Première Guerre mondiale et ses héros remplirent donc de nombreuses fonctions culturelles et politiques au-delà de leur contribution militaire, somme toute limitée, les soldats australiens représentant 0,6 % du total des combattants de la Première Guerre mondiale.

De surcroît, dans l'imaginaire collectif des années 1940, les vraies batailles se livrent alors à Stalingrad, en Normandie, dans les Ardennes. Or, contrairement à la Première Guerre mondiale, très peu d'Australiens ont servi sur le front occidental pendant la Seconde Guerre mondiale, même si certains participèrent à la libération de l'Europe en 1944 et 1945. Les combats dans la jungle entre petites unités ou les engagements entre navires et avions de chasse ne sont pas perçus comme de « grandes » batailles comme les Dardanelles, la Somme ou Ypres avaient pu l'être quelques décennies plus tôt. Par ailleurs, la mémoire collective de la Seconde Guerre mondiale en Australie est moins héroïque que pour la précédente, le pays ayant eu de nombreux prisonniers de guerre. Leur expérience de la captivité occupe une place centrale dans la mémoire de cette guerre. Enfin, lors de la Première Guerre mondiale, l'Australie perd 60 000 de ses fils pour un pays de moins de 5 millions d'habitants, quand elle en perd 27 000 pour 7 millions d'habitants en 1940.

Cela établi, la Seconde Guerre mondiale a donné lieu à des changements majeurs en Australie. Le stationnement de près d'un million de GI provoque une américanisation croissante de l'Australie, tant dans le domaine des produits de consommation que de ses références culturelles, cinématographiques et musicales. Naturellement, la politique étrangère australienne post-Seconde Guerre mondiale s'est attelée à maintenir une coopération militaire étroite avec les États-Unis. Cette coopération est toujours d'actualité (Vietnam, guerres en Irak et opérations militaires en Afghanistan par exemple) et nombreuses sont les bases américaines de stationnement ou d'écoute établies pendant la guerre froide qui sont encore opérationnelles en Australie. La politique militaire contemporaine de Canberra est en grande partie alignée sur celle de Washington dans le cadre du traité ANZUS en particulier, un pacte militaire

signé en 1951 entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis.

Néanmoins, les Australiens ont continué de se sentir proches du Royaume-Uni dans l'après-guerre car une majorité d'entre eux ou de leurs parents et grands-parents y étaient nés. Cet attachement filial créait un triple sentiment d'appartenance : à son État, à son pays (l'Australie) et à l'Empire. Ces trois composantes faisant partie d'un tout, en aucun cas elles ne pouvaient s'exclure. L'affinité impériale demeure donc fort longtemps après la Seconde Guerre mondiale même si les priorités géopolitiques et militaires de l'Australie sont réorientées. Les Australiens font même partie des impérialistes du dernier soir, une majorité d'entre eux s'étant sentis abandonnés quand le Royaume-Uni rejoignit le marché commun européen en 1973, délaissant définitivement le programme impérial. Encore aujourd'hui, le chef de l'État australien demeure le monarque britannique, preuve de cet attachement durable bien que de nos jours perçu comme anachronique par de plus en plus d'Australiens.

Économiquement, l'industrialisation à marche forcée pendant le conflit a doté l'Australie d'infrastructures qui lui ont permis de vivre elle aussi ses Trente Glorieuses. Enfin, si l'Australie anglo-celtique fut toujours consciente de sa vulnérabilité face à des ennemis potentiels ou imaginés, la crise de 1942 a provoqué le changement de cap sociétal le plus important pour l'Australie contemporaine : la doctrine d'après-guerre *populate or perish* (le peuplement ou la mort). En effet, lors de la fédéralisation des colonies et la création du Parlement australien en 1901, le pays avait légiféré pour n'autoriser que les émigrants anglo-saxons à s'installer et, parmi eux, les Anglo-Celtiques en priorité. Cette législation s'appelait la *White Australia Policy* (la politique de l'Australie blanche). Le pays mit donc en place des

politiques discriminatoires et racistes pour se prémunir d'une immigration de populations non désirées par les Australiens.

De ce fait, les entrées étaient limitées (contrairement au Canada ou aux États-Unis, alors un peu plus accommodants) et la population australienne bien trop réduite pour peser dans les relations internationales ou même régionales d'alors. En 1938 par exemple, l'Australie avait refusé d'accueillir les réfugiés juifs que la conférence d'Évian avait tenté d'assister. Son représentant, Thomas White, avait publiquement déclaré : « Dans la mesure où nous n'avons pas de vrai problème racial, nous ne sommes pas désireux d'en importer un en mettant en place un programme migratoire depuis l'étranger de grande échelle. » Quand on sait que les Aborigènes n'étaient pas pris en compte dans les recensements de la population jusqu'en 1967, on se doute bien que le racisme y était en réalité endémique.

Pendant, la Seconde Guerre mondiale remet en question la *White Australia Policy* car, dès le milieu de l'année 1945, le gouvernement australien s'embarque dans une politique de peuplement active qui fait la part belle à l'immigration choisie. D'abord avec des Britanniques et des Européens du Nord et de l'Est dans la seconde moitié des années 1940, puis avec des Européens du Sud et des Balkans dans les années 1950, s'élargissant à la Turquie et à d'autres pays dans les années 1960, puis enfin à tout un chacun dès le milieu des années 1970. Immédiatement après la guerre, les autorités australiennes envoyèrent, dans le cadre d'un programme des Nations unies d'assistance aux populations civiles déplacées, des représentants pour offrir à des réfugiés de guerre triés sur le volet en Europe centrale, du Nord et de l'Est, la possibilité d'émigrer en Australie. L'objectif était de recruter des Scandinaves en priorité car trop peu de Britanniques se portaient volontaires, même si le voyage leur était offert.

LA SECONDE GUERRE MONDIALE VUE D'AILLEURS

La politique d'ouverture vers les personnes non anglo-saxonnes est avant tout le résultat d'un trop faible recrutement des profils souhaités. Face à la nécessité de peupler et de trouver des travailleurs pour des industries en pleine expansion, sans compter les pressions internationales, l'Australie s'ouvre donc progressivement aux non-Européens puis aux Asiatiques dans les années 1970. Après la Seconde Guerre mondiale, dont on connaît pourtant le caractère génocidaire, après l'ouverture des camps, après les procès de Nuremberg, l'Australie a continué d'établir ses politiques d'immigrations sur des critères raciales jusqu'au démantèlement total des dernières lois de la *White Australia Policy*, abrogées en 1973.

Aujourd'hui, l'Australie compte vingt-six millions d'habitants, soit près de quatre fois plus qu'en 1945. Là réside l'impact le plus significatif de la Seconde Guerre mondiale pour l'Australie, pays qui célèbre son multiculturalisme et ses communautés grecque, italienne, libanaise, vietnamienne, etc. Cette grande diversification de la population est le produit direct et le plus visible de la prise de conscience de la vulnérabilité de l'Australie au sortir de la Seconde Guerre mondiale.